

**Avec liste de  
contrôle**

Ce qu'il faut savoir

## **Marchés publics** *& Développement durable*



[www.igoeb.ch](http://www.igoeb.ch)



Cette brochure s'adresse aux administrations publiques qui souhaitent s'engager, par leurs politiques d'achats, dans la voie du développement durable.



*„Au sein du réseau nous profitons des expériences réciproques et nous utilisons nos ressources de façon efficace.“*



## Qu'est-ce que la CIEM?

La Communauté d'intérêt écologie et marché, soutenue par les administrations fédérale, cantonales et communales, offre de larges compétences en matière de respect de l'environnement dans les marchés publics suisses. En s'investissant pour intégrer les aspects écologiques dans les procédures d'achats, elle contribue à améliorer le bilan environnemental des collectivités publiques et à réduire leurs coûts. Elle permet aussi de soutenir des entreprises qui offrent des services et des produits respectueux de l'environnement. Grâce aux contacts de la CIEM avec des organisations internationales aux buts similaires, les derniers développements internationaux sont rapidement pris en compte.



## Buts de la CIEM

Les buts de la CIEM sont de promouvoir les politiques publiques d'achats basées sur les principes du développement durable et le rôle exemplaire de l'administration en la matière. Elle renforce ainsi la crédibilité de la politique environnementale de l'Etat. Ses membres bénéficient par ailleurs du poids de la CIEM sur le marché vis-à-vis des fournisseurs.

Les buts sont atteints par:

- L'information** à l'intérieur et à l'extérieur de la CIEM
- L'harmonisation** élaboration de recommandations et méthodes d'évaluation, ainsi que de critères pour le compte des achats
- La coopération** entre les services d'achat, les producteurs, les fournisseurs et les institutions privées
- La coordination** qui permet de rassembler les expériences disponibles et d'utiliser les synergies



## Membres de la CIEM

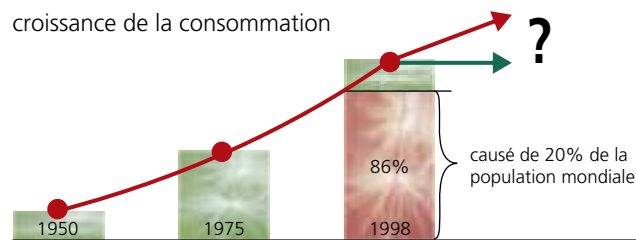
Les membres de la CIEM, principalement des représentants des administrations fédérale, cantonales et communales, profitent des échanges d'informations et d'expériences entre professionnels. Une liste actualisée des membres, ainsi que les statuts, se trouvent sur le site internet ([www.igoeb.ch](http://www.igoeb.ch)). En adhérant à la CIEM, les collectivités publiques peuvent se familiariser à peu de frais à cette thématique.

*„Les achats écologiques  
apportent une contribution  
importante au développe-  
ment durable.“*



## Changer les modes de consommation

Les buts du développement durable ont été définis lors du Sommet de la terre à Rio en 1992 et inscrits dans l'Agenda 21. Le chapitre «Changer les modes de consommation» rappelle que la forte croissance de la consommation durant ces dernières décennies est la cause de nombreux problèmes environnementaux. Ainsi, la consommation des pays industrialisés en 1998 était le double de celle de 1975 et six fois plus élevée que celle de 1950. Comme plus de 86% de la consommation mondiale est le fait de 20% de la population, c'est principalement dans les pays industrialisés que les problèmes environnementaux sont générés. Pourrions-nous continuer ainsi?



## Utiliser les ressources de manière plus efficace

La plupart des ressources sont présentes en quantités limitées. La fabrication de produits à partir de matières premières neuves nécessite souvent beaucoup plus d'énergie que lorsque des matières recyclées ou renouvelables sont utilisées. L'utilisation mesurée des ressources est donc une stratégie prioritaire. La pratique a aussi montré qu'avec des méthodes de production éco-efficaces, la consommation de ressources peut être réduite massivement dans la plupart des cas.

## La demande détermine l'offre

Les grands distributeurs du secteur alimentaire réagissent à la demande des consommateurs en augmentant l'offre de produits de l'agriculture biologique. Ainsi l'agriculture devient progressivement plus écologique. Les acheteurs des collectivités publiques ont aussi la possibilité de faire pression sur leurs fournisseurs. En tant que gros consommateurs ils peuvent mettre dans la balance, seuls ou en s'alliant avec d'autres collectivités publiques, les importantes commandes potentielles pour les fournisseurs. Cela a permis entre autres de promouvoir l'offre en produits de nettoyage sans substances toxiques, en appareils économes en énergie et en peintures à faible teneur en solvants.

# Le droit n'est pas un obstacle!



*„A condition d'appliquer correctement les bases légales, il n'y a pas d'obstacle à la prise en compte de critères écologiques.“*



## Aspects légaux

Un appel d'offres public conforme à l'accord OMC doit respecter le principe de non-discrimination, c'est-à-dire mettre tous les fournisseurs sur pied d'égalité. Hormis le respect de ce principe, la marge de manœuvre reste très large. Il est vrai que l'appel d'offre pour un produit ne peut exiger qu'il porte un écolabel donné. Il est par contre permis d'exiger que le produit en question respecte les critères de cet écolabel. Ceci s'applique aussi, par analogie, aux systèmes de management de l'environnement.



## Meilleur marché ne veut pas dire plus économique

Comme par le passé le prix reste le critère d'adjudication le plus utilisé. Pourtant, la formule "l'offre économiquement la plus avantageuse" permet une évaluation plus globale. C'est pourquoi l'évaluation d'un produit doit aussi prendre en compte la qualité (c'est-à-dire la durabilité, l'impact sur l'environnement, la réparabilité, etc.) ainsi que le mode de production et d'extraction des matières premières. Le bon marché est parfois cher, comme le montrent des expériences à long terme.



## Que se passe-t-il au niveau politique?

**La Confédération** [www.iohannesburg2002.ch](http://www.iohannesburg2002.ch)

Afin de concrétiser les principes du développement durable au niveau des produits (biens et services), le Conseil fédéral veut introduire, dans le cadre de sa «Stratégie pour le développement durable 2002», une Politique intégrée des produits. Le but est d'orienter la demande des collectivités publiques et des privés vers des produits de haute qualité économique, écologique et sociale. Ceux-ci doivent en outre satisfaire à ces exigences sur la totalité de leur cycle de vie (conception, fabrication, utilisation et élimination).

### Cantons et communes

Quelques cantons et communes (membres de la CIEM) ont décidé de se fixer des objectifs semblables et de développer des stratégies communes. La législation sur les marchés publics laisse suffisamment de marge de manœuvre aux cantons pour une politique d'achats écologique.

De nombreuses communes ont réalisé qu'il est possible de tirer des avantages économiques et qualitatifs d'une politique d'achats écologique et de diverses mesures spécifiques à certains secteurs d'achats.

*„L’Etat encourage le développement de produits respectueux de l’environnement, il serait incohérent de ne pas les prendre en compte lors des procédures d’achats.“*



### **Union européenne**

La politique intégrée des produits (PIP) est un instrument prioritaire de l’Union européenne. Elle vise une modification radicale des produits. De plus, le droit des marchés publics doit être mis à jour, afin qu’il soit possible de donner la priorité à des produits plus écologiques.

**OCDE** [www.oecd.org](http://www.oecd.org) (Greener Public Purchasing)

Le Conseil de l’OCDE recommande, dans le cadre de sa stratégie environnementale pour le 21<sup>ème</sup> siècle, de mettre en œuvre une politique publique d’achats écologique. Les gouvernements des pays membres de l’OCDE doivent s’assurer que leur politique d’achats écologique soit en accord avec leur politique de la concurrence, leur législation sur les marchés publics et leurs engagements découlant d’accords commerciaux et environnementaux internationaux.

**ICLEI** [www.iclei.org/europe/ecoprocura](http://www.iclei.org/europe/ecoprocura)

L’ICLEI (International Council for Local Environmental Initiative) a placé les politiques d’achat écologiques parmi ses priorités. Avec son réseau «Buy it Green» elle soutient des villes européennes qui poursuivent une stratégie d’achats écologiques. Elle organise régulièrement des congrès sur ce thème (sous le nom d’Eco-procura) afin de permettre des échanges intensifs entre représentants de l’économie et de l’administration.

## **Que fait l’économie privée?**

**WBCSD** [www.wbcsd.ch](http://www.wbcsd.ch)

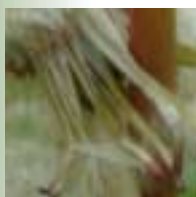
Les entreprises membres du «World Business Council for Sustainable Development» s’engagent en faveur du développement durable. Elles développent notamment des produits éco-efficaces, qui apportent des avantages économiques et écologiques à leur clients.

**ASIEGE** [www.oebu.ch](http://www.oebu.ch)

Les 300 entreprises membres de l’Association suisse pour l’intégration de l’écologie dans la gestion d’entreprise (ASIEGE) mettent en œuvre les principes du développement durable. L’ASIEGE soutient les produits et les procédés qui utilisent les ressources de façon plus efficace donc plus économique. Elle s’engage en faveur de conditions-cadres qui encouragent les efforts de l’économie privée et qui avantagent les comportements respectueux de l’environnement.

Toujours plus d’entreprises intègrent aussi les critères écologiques à leurs achats. Ainsi la société Canon, par exemple, favorise les produits écologiques au niveau de ses achats ([www.canon.com/procurement](http://www.canon.com/procurement)). A cette occasion, Canon évalue non-seulement le caractère écologique des produits, mais aussi le management des fournisseurs.

Qu’est-ce qui a déjà été fait?



*„Les communes ont un rôle exemplaire à jouer dans la mise en œuvre du développement durable, car ce sont elles qui sont les plus proches des habitants.“*



## Développement durable

Pour s'orienter vers un développement durable, il faut tenir compte, dans toute activité, et de manière équitable, des domaines économique, social et environnemental.

### Economie

Synthèse de tous les effets économique: Prise en compte des coûts à long-terme, c'est-à-dire la totalité des coûts occasionnés durant toute la durée de vie du produit. Cela comprend aussi les coûts externes écologiques et sociaux que l'on peut chiffrer.

### Environnement

Synthèse de tous les effets écologiques: impacts sur l'environnement et consommation de ressources dûes à la fabrication, au transport, à l'utilisation et à l'élimination, resp. au recyclage.

### Social

Synthèse de tous les effets sociaux: conditions et niveaux de salaire, conditions de travail, droits de l'Homme, travail des enfants.



## Questions d'éthique

Les codes de conduite visant à promouvoir les Droits de l'Homme et la protection de l'environnement, pour autant qu'ils évitent toute approche protectionniste, ont un effet positif sur le marché (voir à ce sujet la directive de la «Foreign Trade Association»).



## Engager une démarche sans coûts excessifs!

Toutes les autorités locales sont invitées par l'Agenda 21 à mettre en œuvre un Agenda 21 local avec une stratégie pour le développement durable. Une politique d'achats écologique peut en être un élément central. La CIEM peut soutenir votre démarche par des conseils de base et des séminaires spécialisés. Les bases de la démarche peuvent déjà être jetées après une première analyse de la situation et sans faire appel à de coûteuses études. Il existe une série de mesures éprouvées et rapides à mettre en œuvre permettant de réaliser des économies et de réduire conjointement l'impact sur l'environnement.

Essayez-donc aujourd'hui une première évaluation au moyen de la liste de contrôle ci-jointe.

*„Pour exploiter le potentiel d'économie et de réduction des impacts écologiques, il faut aussi régler les questions d'organisation.“*



## Liste de contrôle

Cette liste de contrôle, contenant des questions essentielles sur le développement durable, devrait aider à évaluer s'il est nécessaire de démarrer une démarche d'achats écologiques.

|  | Oui   | Non |
|--|---|-----|
| <b>Organisation</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Existe-t-il des lignes directrices ou des principes applicables aux achats et tenant compte des objectifs du développement durable?</li> <li>• Est-ce que les responsables des achats connaissent et utilisent les potentiels offerts par la mise en œuvre de critères du développement durable?</li> <li>• Les achats ont-ils lieu principalement de manière centralisée ou décentralisée? Ces modes d'organisation ont-ils été analysés économiquement, socialement et écologiquement?</li> <li>• Est-ce que des objectifs ont été définis pour les achats? Sont-ils contrôlés?</li> <li>• Les aspects du développement durable sont-ils pris en compte dans la définition des produits?</li> <li>• Les critères du développement durable sont-ils intégrés aux appels d'offres?</li> </ul> | <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/><br><input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/><br><input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/><br><input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/><br><input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> |     |
| <b>Economie</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les solutions alternatives à un achat sont-elles aussi toujours évaluées (rénover au lieu de construire, auto-partage au lieu de l'acquisition d'une voiture)?</li> <li>• Les coûts à long-terme sont-ils aussi pris en compte?</li> </ul>  | <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/><br><input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>  |     |
| <b>Produits</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Existe-t-il déjà des produits à base de matériaux recyclés?</li> <li>• La priorité est-elle donnée aux produits labellisés (labels énergétiques, sociaux ou écologiques)?</li> <li>• Les produits exempts de substances dangereuses et respectueux de l'environnement sont-ils pris en compte?</li> </ul>   | <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/><br><input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/><br><input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>   |     |
| <b>Formation continue</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Existe-t-il un programme de formation continue pour les responsables des achats?</li> <li>• Ces programmes tiennent-ils compte des aspects économiques, écologiques et sociaux?</li> </ul>  | <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/><br><input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>  |     |
| <b>Information et sensibilisation des employés</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Existe-t-il un programme d'information et de sensibilisation des employés aux thèmes écologiques et sociaux?</li> <li>• Le rôle exemplaire des collectivités publiques et la motivation des employés font-ils partie intégrante des activités de sensibilisation?</li> </ul>   | <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/><br><input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>  |     |
| <b>•Réseau</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les achats sont-ils regroupés avec ceux d'autres collectivités publiques (rabais de quantité, partage des compétences de spécialistes en écologie)?</li> <li>• Connaissez-vous la CIEM et ses publications?</li> </ul>   | <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/><br><input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>  |     |

Si vous avez une majorité de «non», nous pouvons vous montrer des moyens efficaces pour mettre en œuvre une politique d'achats écologique. Mettez-vous donc en contact avec nous.

Où? Quoi? Comment?



„L'achat de produits respectueux de l'environnement soutient les fabricants qui s'engagent pour un développement durable.“



## Internet

### Achats

CIEM: Communauté d'intérêt écologie et marché: [www.igoeb.ch](http://www.igoeb.ch)

Commission des achats de la Confédération [www.admin.ch/beschaffung](http://www.admin.ch/beschaffung)

SIMAP «Site Internet sur les Marchés Publics» [www.simap.ch](http://www.simap.ch)

Cités de l'énergie (SuisseEnergie)  
Promotion d'une utilisation mesurée de l'énergie, mais aussi de procédures d'achats basées sur les objectifs du développement durable.  
[www.energiestadt.ch](http://www.energiestadt.ch)

### Développement durable

Agenda 21 [www.agenda21local.ch](http://www.agenda21local.ch)

Site internet de l'Office fédéral du développement territorial (ODT)  
[www.ore.admin.ch](http://www.ore.admin.ch)

Site internet fédéral d'information sur le développement durable  
[www.johannesburg2002.ch](http://www.johannesburg2002.ch)

### Labels

Aperçu des labels en Suisse:  
[www.labelinfo.ch](http://www.labelinfo.ch)

### Produits

Produits économes en énergie:  
[www.topten.ch](http://www.topten.ch)



## Documentation CIEM

### Information de base, mise en oeuvre

«Marchés publics – mise en œuvre des critères du développement durable»  
prix: Fr. 39.-\*

### Nettoyage des bâtiments

«Un nettoyage des bâtiments économique et respectueux de l'environnement»  
prix: Fr. 45.-\*

Le site internet de la CIEM contient une liste à jour des produits de nettoyage respectant les critères défini dans cette brochure.

### Fiches d'information

Le site de la CIEM contient des fiches d'information sur divers domaines d'achats.

\*Possibilité de commander toutes les publications en ligne. Des fichiers PDF sont disponibles sur demande pour consultation. Réalisation, sur demande, de cours spéciaux et séminaires d'introduction.

CIEM, Communauté d'intérêt écologie et marché, Suisse  
Secrétariat romand: Sébastien Pigué, BIRD, rte de Renens 2, 1008 Prilly  
tél. 021 – 624 64 94, [ciem@igoeb.ch](mailto:ciem@igoeb.ch), [www.igoeb.ch](http://www.igoeb.ch)

2002

